

23 mars 2011 | Le Droit | PAUL GABOURY PAUL GABOURY | pgaboury@ledroit.com

Tous les ministères seront ciblés

Les fonctionnaires fédéraux ont été épargnés par le budget Flaherty, qui n'a pas annoncé de coupes significatives dans la fonction publique fédérale. Mais une épée de Damoclès restera au-dessus de leur tête jusqu'au prochain budget 2012: le gouvernement a annoncé son intention de procéder à un nouvel Examen stratégique et fonctionnel de l'ensemble de l'administration fédérale, dont l'objectif vise 11 milliards \$ d'économies sur 5 ans.

Ce nouvel examen portera sur des dépenses d'environ 80 milliards \$, afin de dégager des économies permanentes d'au moins 4 milliards \$ annuellement d'ici 2014-2015, soit 5 % du total des dépenses examinées. L'examen doit ainsi permettre des économies supplémentaires de 1 milliard \$ en 2012-2013, de 2 milliards \$ en 2013-2014, puis de 4 milliards \$ par année en 2014-2015 et 2015-2016, soit 11 milliards \$ sur cinq ans.

Le gouvernement s'attend à retrouver l'équilibre budgétaire au plus tard en 2015-2016, sans tenir compte des économies visées par l'Examen stratégique et fonctionnel. Grâce à cette révision des dépenses, le gouvernement pourrait ainsi atteindre l'équilibre budgétaire une année plus tôt que prévu, soit en 2014-2015.

Fonctionnement et productivité

Lors de l'Examen stratégique en cours lors des quatre dernières années, le gouvernement avait pris l'habitude de cibler une douzaine de ministères par année, sur sa liste avec un même objectif de 5 %. L'accent était mis alors sur la nécessité des programmes des ministères.

Cette fois, l'Examen stratégique et fonctionnel mettra l'accent sur les économies au chapitre des dépenses de fonctionnement et sur l'amélioration de la productivité, tout en évaluant la pertinence et l'efficacité des programmes.

Cette nouvelle ronde générale de l'Examen stratégique sera dirigée par le président du Conseil du Trésor, qui évaluera les propositions formulées par les ministres et les ministères et organismes. Le gouvernement a annoncé son intention de procéder à un nouvel Examen stratégique et fonctionnel de l'ensemble de l'administration fédérale, dont l'objectif vise 11 milliards \$ d'économies sur 5 ans, pour atteindre les cibles fixées. Le comité en question sera conseillé par des spécialistes de l'extérieur du gouvernement, qui aideront à élaborer un cadre d'examen basé sur les pratiques du secteur privé et public.

Il faudra toutefois attendre au prochain budget avant de connaître les résultats et l'impact sur la fonction publique fédérale. Les hauts responsables n'étaient d'ailleurs pas en mesure de dire combien d'emplois pourrait être touchés par ce nouvel examen, mais il est clair que l'attrition et les départs à la retraite devraient permettre de combler une partie de ces prochaines compressions dans les dépenses. Il a été également impossible de connaître les variations sur les emplois résultant de la précédente ronde de l'Examen stratégique réalisée au cours des quatre dernières années.

Le gouvernement espère aussi uniformiser, rationaliser et transformer la conduite des affaires de l'État notamment en permettant aux ministères et aux organismes de réaliser des gains d'efficacité grâce à des ententes sur les services partagés et à des transferts de fonctions.



Le budget 2011-2012 ne tient pas compte des économies qui découleront de ce nouvel examen stratégique et fonctionnel, mais il entend présenter les résultats dans le budget 2012-2013.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

23 mars 2011 | Le Droit | MALORIEMALORIEBEAUCHEMIN BEAUCHEMIN HUGOHUGODEDEGRANDPRÉ
GRANDPRÉ

La Presse

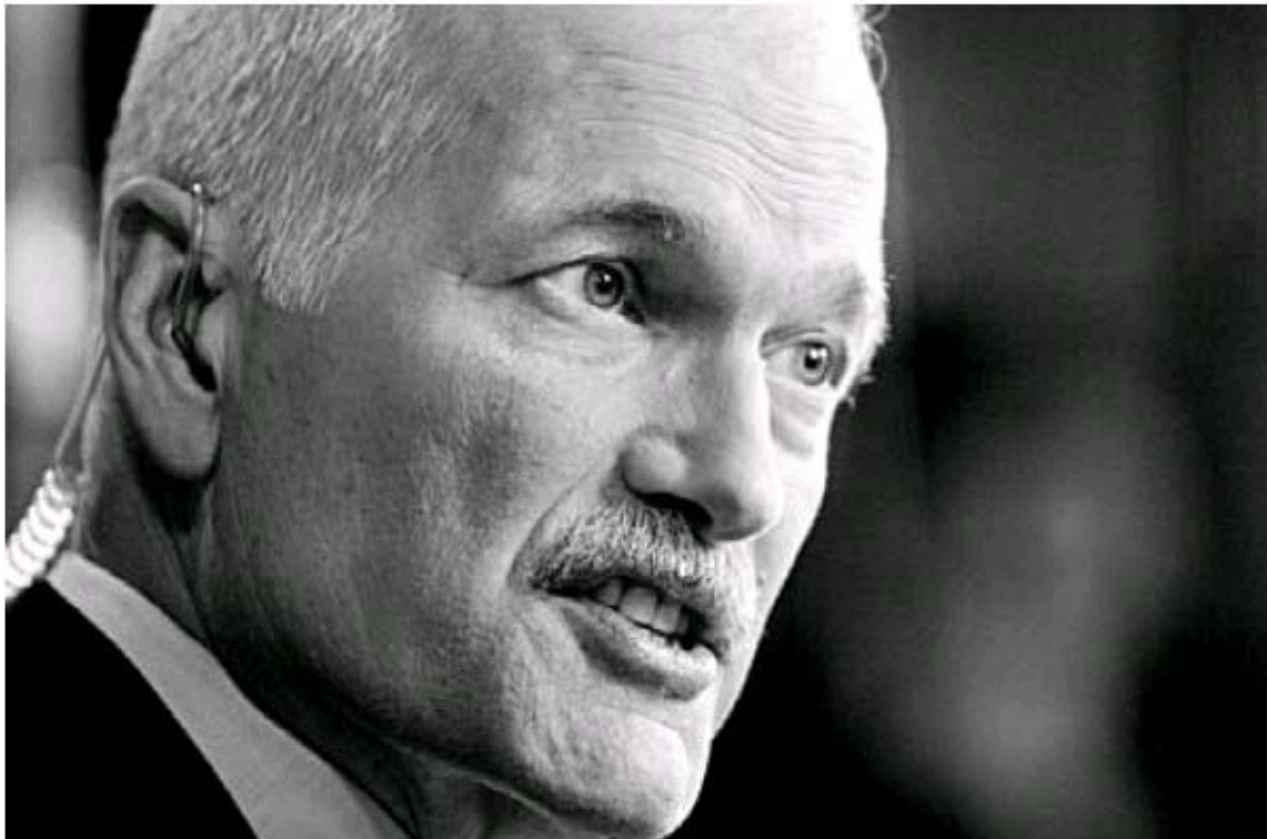
Un budget inacceptable, même pour Layton

En plein milieu de scandales qui prennent de l'ampleur, ce gouvernement aurait pu mettre de côté la partisanerie et travailler avec les autres partis. Il a choisi de ne pas le faire.

Jack Layton Nous croyons que les priorités de ce gouvernement ne sont pas les priorités des familles canadiennes ordinaires.

Michael Ignatieff On a joué nos cartes en fonction des intérêts du Québec et on ne peut appuyer un tel budget.
Gilles Duceppe

Alors que les libéraux de Michael Ignatieff et les bloquistes de Gilles Duceppe avaient déjà annoncé leurs couleurs, tous les regards étaient tournés, hier, vers le chef du NPD, Jack Layton, le seul à avoir entrouvert la porte à la possibilité d'appuyer le budget 20112012.



ÉTIENNE RANGER, LeDroit

Mais sa réaction a été telle, à la lecture du sixième exercice financier du gouvernement de Stephen Harper, qu'il n'a mis que 15 minutes avant d'annoncer sa décision plutôt que d'attendre 24 heures comme prévu.

Entassés dans un coin du foyer de la Chambre des communes, journalistes, caméramans,

photographes, adjoints politiques et analystes attendaient, fébriles, que M. Layton, après M. Duceppe et M. Ignatieff, vienne faire connaître sa position.

Signe indéniable qu'il n'allait pas simplement annoncer qu'il ferait sa déclaration le lendemain, le chef néo-démocrate, qui se remet d'une opération à la hanche, a fait venir un lutrin. Contrairement aux deux autres chefs, M. Layton est arrivé discours en main et a lu sa déclaration, impassible, avant de répondre à un nombre très limité de questions, ce qui est contraire à ses habitudes.

Pendant qu'il parlait, un silence inhabituel a envahi le foyer de la Chambre des communes. Puis, en quelques minutes, la salle s'est remplie de regards hagards, la colline parlementaire prenant soudainement conscience de l'imminence d'une campagne électorale.

Effort insuffisant

Le gouvernement avait tout de même tendu une perche au NPD en répondant, en partie, à certaines de ses demandes. Mais les troupes de Jack Layton ont jugé l'effort insuffisant. « En plein milieu de scandales qui prennent de l'ampleur, ce gouvernement aurait pu mettre de côté la partisanerie et travailler avec les autres partis. Il a choisi de ne pas le faire », a dit le chef néo-démocrate.

L'état de santé de M. Layton, qui lutte depuis un an contre un cancer de la prostate, et ses prises de position plus nuancées dans les derniers jours avaient relancé la machine à rumeurs, certains analystes suggérant que le NPD pourrait appuyer le budget et maintenir au pouvoir les conservateurs.

Les libéraux, quant à eux, avaient fait de l'annulation des baisses d'impôts aux entreprises une condition sine qua non de leur appui au budget. Or, il était hors de question pour le gouvernement Harper d'accéder à cette demande, qui, selon les conservateurs, freinerait la relance économique.

« Nous croyons que les priorités de ce gouvernement ne sont pas les priorités des familles canadiennes ordinaires, a dit hier Michael Ignatieff. Il propose de dépenser 1000 fois plus sur les prisons que dans la prévention de la criminalité chez les jeunes. Il propose de dépenser 1000 fois plus sur des avions de chasse au lieu d'aider les gens à accéder à l'éducation postsecondaire. Ils ont déjà dépensé 1 milliard de dollars en 72 heures sur les sommets du G-8 et du G-20, ce qui est plus qu'ils vont dépenser pour aider les aînés dans une année. »

Le Bloc québécois réclamait notamment une compensation de 2,2 milliards pour l'harmonisation de la TPS avec la TVQ. Dimanche dernier, le ministre québécois des Finances, Raymond Bachand, avait semblé indiquer qu'une entente était imminente, mais le budget d'hier n'en a pas fait mention. Le Bloc réclamait aussi la bonification du régime d'assurance emploi, l'amélioration du supplément de revenu garanti pour les aînés ainsi que de l'aide pour les industries forestière et manufacturière.



« On a joué nos cartes en fonction des intérêts du Québec et on ne peut appuyer un tel budget », a déclaré Gilles Duceppe en sortant de la Chambre des communes. « Je n'ai pas confiance dans le gouvernement. »

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

23 mars 2011 | Le Droit | MARIE VASTEL MARIE VASTEL | LA PRESSE CANADIENNE LA PRESSE CANADIENNE

Flaherty souhaite un retour à la stabilité

Menacé d'une élection printanière, le ministre des Finances, Jim Flaherty, a déposé hier un budget prudent, mais qui reprend quelques-unes des mesures proposées par ses opposants, ce qui semble indiquer un ultime effort pour sauver son gouvernement.



ETIENNE RANGER, LeDroit

« On ne veut pas d'élections. [...] Mais le boulot du gouvernement, ce n'est pas d'apaiser les partis d'opposition », a affirmé Jim Flaherty à la suite de la présentation de son budget.

Dans son budget déposé hier, le gouvernement conservateur saupoudre une foule de petites mesures bien ciblées : le populaire programme de rénovation domiciliaire est renouvelé, un crédit d'impôt aux aidants naturels est proposé, et le ministre des Finances s'attaque, tel que promis, au sort des aînés les moins bien nantis en bonifiant leurs retraites.

Jim Flaherty a d'ailleurs plaidé lui-même, dans son discours aux Communes, que ses troupes espéraient non seulement bénéficier d'un retour à la stabilité économique, mais surtout d'une stabilité politique dans les mois à venir.

« Pour assurer notre reprise à la suite de la récession mondiale, le Canada a besoin d'un gouvernement stable qui s'appuie sur des principes. L'heure n'est pas à l'instabilité. Un climat instable [...] mettrait en péril les progrès que nous avons accomplis », a-t-il argué.

En vertu de ses efforts pour renouer avec l'équilibre budgétaire à moyen terme, le gouvernement n'entreprend pas de nouvelles dépenses importantes à l'échelle nationale, mais procède plutôt à un amalgame de petites mesures, comme des crédits d'impôts pour certains groupes de citoyens, a noté Bruce Flexman, de l'Institut canadien des comptables agréés.

Équilibre budgétaire

Signe que les temps économiques difficiles semblent chose du passé, le ministre Flaherty prévoit toujours un retour à l'équilibre budgétaire d'ici cinq ans, et prévient qu'il pourrait même être atteint un an plus tôt que prévu, puisqu'en 2014-2015 le déficit n'atteindra que 0,3 milliard \$.

Le déficit pour l'année financière 2011-2012 devrait atteindre 29,6 milliards \$, ce qui portera la dette totale à 586 milliards \$.

Les dépenses en nouveaux programmes se chiffrent à 2,3 milliards \$, mais sont épongées par les coupes prévues avec la fin du Plan d'action économique de 2009, établi pour répondre à la récession.

Concilier les besoins

S'il reprend quelques demandes de l'opposition, et surtout du Nouveau Parti démocratique (NPD), le ministre Flaherty s'est défendu de ne pas en faire assez pour ses opposants.

« On ne veut pas d'élections. [...] Mais le boulot du gouvernement, ce n'est pas d'apaiser les partis d'opposition », a-t-il rétorqué en point de presse, en estimant avoir présenté un compromis des demandes reçues par la sphère politique et par les Canadiens.

« Faire preuve de leadership, c'est trouver une façon de concilier les besoins », a-t-il par la suite affirmé aux Communes.

Ainsi, les conservateurs offrent une bonification de 300 millions \$ au Supplément de revenu garanti pouvant atteindre 600 \$ pour les aînés célibataires et 840 \$ pour les couples les plus pauvres — une aide réclamée tant par les bloquistes que les néodémocrates.

Le fédéral offre également un crédit d'impôt de 15 % aux aidants naturels familiaux, qui pour une première fois s'adresse aux époux comme aux conjoints de faits, ainsi qu'une même mesure pour les activités artistiques ou culturelles des enfants canadiens.

Le gouvernement souhaite proposer au Parlement d'abolir l'âge de la retraite obligatoire pour les personnes travaillant pour un employeur assujéti à la réglementation fédérale et promet de discuter avec les provinces et territoires afin de mettre en place un régime de pension agréé collectif.

Le budget prévoit également éponger la composante fédérale des prêts étudiants à des médecins de famille, à hauteur de 40 000 \$, ou de personnel infirmier, jusqu'à concurrence de 20 000 \$, qui retournent vers les régions rurales éloignées.

En ciblant également les études postsecondaires, la recherche et l'innovation ainsi que les soins de santé, le budget du ministre Flaherty répond en outre à quelques idées du programme libéral.

Ottawa promet par ailleurs le renouvellement pour un an du populaire programme de rénovation domiciliaire Éco Énergie — la mesure la plus importante du budget, qui représente une enveloppe de 400 millions \$.

L'investissement annuel de 2 milliards \$ destiné au Fonds de la taxe sur l'essence devient enfin permanent, conformément à une demande exprimée par les municipalités qui souhaitent un financement plus stable.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

23 mars 2011 | Le Droit

Des signes religieux témoins de notre histoire

Dans une chronique intéressante et instructive (« Je me souviens », LeDroit, 16 mars), Benoît Pelletier traite, à l'occasion des débats à Saguenay, des signes religieux dans les salles où se tiennent les assemblées du conseil municipal et de la prière durant ces assemblées. Il laisse entendre que l'approche juridique par les tribunaux et les chartes n'est pas la seule approche qui devrait être mise en marche dans de telles situations. Et je suis d'accord.

Certes, la neutralité religieuse de l'État ainsi que la séparation de l'État et des religions sont des moyens pour assurer le respect de la liberté de conscience et de religion ainsi que l'égalité de traitement de tous dans une société comme la nôtre : démocratique et dans un milieu pluraliste.

Mais est-ce que cela exige la disparition de toute référence religieuse dans nos institutions publiques ? Je ne le pense pas.

Je me méfie de tout ce qui vise à imposer un seul modèle idéal et abstrait. Il nous faut plutôt trouver un modèle suffisamment souple pour correspondre à notre histoire particulière, à notre culture, à nos valeurs communes – qui ne sont sans doute pas aussi restreintes qu'on veut nous le faire croire – tout en sachant s'adapter aux nouvelles situations, aux nouveaux arrivants et aux richesses qu'ils nous offrent. Notre Église en Outaouais accueille d'ailleurs une grande variété de communautés culturelles de divers pays qui viennent enrichir la vie de nos paroisses catholiques.

Apport historique

Je reste étonné de l'ignorance, ou du moins du refus volontaire et systématique, de certaines personnes au sujet de l'apport historique propre de la religion catholique au Québec.

Elle a proposé des idéaux de vie et de civilisation. Elle a créé et animé pendant des siècles des institutions vouées au bien-être des personnes : écoles primaires, collèges, universités, écoles techniques, ménagères, pour professeurs et infirmières, services sociaux, hôpitaux. Elle a contribué à diverses expressions artistiques essentielles à notre patrimoine. Elle a soutenu les quêtes de sens et ouvert des voies de spiritualité et d'engagement.

Je n'en ai pas honte. Au contraire, j'en suis fier, comme des milliers de croyants en Outaouais et partout au Québec.

De plus, il faut aussi reconnaître la diversité des situations actuelles des populations du Québec entre les milieux très urbanisés et multiculturels et les milieux plus ruraux et homogènes, entre les grands centres et les régions.

En somme, je pense qu'il faut chercher des solutions adaptées et vivantes par le dialogue démocratique et non pas prétendre tout faire régler mur à mur par les tribunaux.

Roger Ébacher, Évêque de Gatineau

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

23 mars 2011 | Le Droit | LOUIS-LOUIS-DENISDENISEBACHER EBACHER

Fuyard arrêté dans la salle de bain d'une école secondaire

Un homme a tenté de fuir la police en se cachant dans la polyvalente Nicolas-Gatineau, hier avant-midi.

Tout a commencé lorsqu'un patrouilleur a intercepté l'individu de 22 ans qui venait de commettre une infraction au code de la sécurité routière, à l'angle des boulevards Labrosse et La Vérendrye, vers 11 h. Le conducteur a refusé de s'identifier, prenant la fuite à pied en s'engouffrant dans l'école. Le patrouilleur a demandé des renforts pendant que le fuyard disparaissait.

« Des étudiants ont vu le suspect pénétrer dans une salle de bain et ont donné l'information aux agents qui le pourchassaient », indique le lieutenant Jean-François Beauchamp, de la police de Gatineau.



Le fuyard, un homme de Gatineau, a été arrêté après une cavale de moins de 10 minutes et devait faire face à des accusations d'entrave au travail des policiers, et de bris d'engagement. L'homme n'a pas résisté à son arrestation. Il s'est vu remettre une amende pour son comportement sur la route. « Une recherche au centre de renseignements nous indique que l'homme ne possédait pas de permis de conduire valide », complète le lieutenant Beauchamp. Personne n'a été blessé.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

23 mars 2011 | Le Droit | PATRICKPATRICKDUQUETTE DUQUETTE

Gatineau compte éliminer la malbouffe d'ici 2016

pduquette@pduquette@ledroit.ledroit.com com

Grands classiques associés à l'après-match de hockey, la poutine, le chocolat et les boissons gazeuses disparaîtront graduellement des casse-croûte d'aréna à Gatineau.

La Ville de Gatineau se donne jusqu'en 2016 pour bannir la malbouffe de la plupart des édifices municipaux, à commencer par les aréna. Le Festival de montgolfières et les autres grandes Fêtes populaires devront, elles aussi, se soumettre au virage santé.

Le conseil municipal a adopté hier une nouvelle politique alimentaire. Elle prône un virage tout en douceur vers la vente d'aliments plus sains dans les édifices municipaux. Rien à voir avec une première tentative musclée, il y a deux ans, d'imposer un menu santé dans ses aréna.

Apprenant visiblement de ses erreurs, la Ville prend bien garde cette fois-ci à ne pas braquer les associations de hockey mineur responsables de la gestion des casse-croûte d'aréna. Il n'est plus question d'éliminer radicalement le fast-food des menus. Celui-ci pourra subsister un certain temps, à condition que le menu offre également un choix d'aliments santé.

Les franchises des casse-croûte arrivent en échéance en août prochain. La Ville compte en profiter pour négocier des menus plus sains avec les associations. « L'objectif, c'est que dès le mois de septembre, on aura le choix entre une pomme et une barre de chocolat », a imaginé Simon Rousseau, directeur du service des loisirs de la Ville de Gatineau.

Sur les conseils de nutritionnistes, la Ville a décidé de privilégier l'eau, le lait et les jus sans sucre ajouté dans les menus des casse-croûte. À terme, elle veut bannir du menu les boissons sucrées, les fritures, les aliments gras et les calories vides, tout en réduisant la teneur en sel.

Rôle de la Ville

La Ville de Gatineau reconnaît toutefois qu'elle aura fort à faire pour bousculer des habitudes bien établies dans les aréna. « Il y a beaucoup d'éducation à faire auprès de notre population, concède le maire Marc Bureau. C'est le rôle de la Ville de sensibiliser les citoyens à une bonne alimentation. Ce sera aux parents de nous donner un coup de main. »

En raison de leur fréquentation par de nombreux jeunes, les aréna municipaux sont les premiers établissements ciblés par le virage santé. Viendront ensuite les centres communautaires et culturels, puis les événements et les Fêtes populaires, comme le Festival de montgolfières. Considéré comme un bâtiment « événementiel », l'aréna Guertin adoptera le virage santé en même temps que les grands festivals.

Au nouveau centre sportif, la Ville a imposé le virage santé dès le départ. Le casse-croûte et les distributrices n'offrent que des aliments santé. Jusqu'ici, personne ne s'en plaint, affirme Simon Rousseau. Tout en s'entendant sur la nécessité d'un virage santé, certains élus municipaux ne cachent pas leurs craintes. « Les aliments sains coûtent plus cher que le fastfood, c'est une triste réalité », note Patsy Bouthillette. Pour y remédier, l'Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec a produit un guide d'accompagnement à l'intention des gestionnaires d'aréna, rétorque Gilles Saint-Louis, responsable de la gestion des aréna à Gatineau. Ce guide renferme des trucs permettant d'offrir des menus santé à prix abordable.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

23 mars 2011 | Le Droit | PAUL GABOURY PAUL GABOURY pgaboury@ledroit.com pgaboury@ledroit.com

La prime de départ sera enlevée aux cadres

À compter de 2011-2012, les primes de départ à verser aux cadres supérieurs de la fonction publique fédérale en cas de démission ou lors du départ à la retraite cesseront de s'accumuler.

Le gouvernement espère également que les syndicats de la fonction publique accepteront une telle mesure lors des négociations à venir.

Sans surprise, les intentions annoncées du gouvernement s'inscrivent dans la foulée des négociations tenues à l'automne avec l'Alliance de la fonction publique du Canada. Plus de 95 000 de ses membres avaient alors accepté un nouveau contrat de travail prévoyant l'abolition de cette indemnité.

« Le gouvernement prévoit utiliser cette même démarche lors de ses négociations avec d'autres agents négociateurs », indique le ministre des Finances, Jim Flaherty.

Ce dernier soutient que cette mesure rend la rémunération de la fonction publique plus semblable à celle offerte dans le secteur privé, où aucune indemnité n'est généralement versée à la suite d'un départ volontaire.

Quant aux budgets salariaux et de fonctionnement des ministères, le gouvernement avait déjà indiqué qu'ils resteront bloqués à leurs niveaux de 2010-2011, un gel inscrit dans le budget principal des dépenses de 2011-2012 déposé le 1er mars dernier.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

23 mars 2011 | Le Droit

Le BlackBerry PlayBook arrive sur le marché le 19 avril

MONTREAL — La BlackBerry PlayBook sera disponible à partir du 19 avril aux États-Unis et au Canada, a annoncé hier Research In Motion (RIM).

La tablette électronique sera vendue dans plus de 20 000 magasins en Amérique du Nord.

Tandis que RIM doit rapporter ce jeudi ses résultats trimestriels, la PlayBook est considérée primordiale pour le succès futur de l'entreprise.

Elle doit attirer davantage les clients d'affaires, mais la PlayBook devra tout de même concurrencer le iPad de Apple et les tablettes qui fonctionnent avec le système d'opération Android de Google.

Clients d'affaires visés

L'analyste Kris Thompson, de la Financière Banque Nationale, a dit s'attendre à ce que la tablette de RIM ait des ventes de 500 000 unités d'ici la fin mai, avec 350 000 des PlayBook vendues à des clients d'affaires et le reste aux autres consommateurs.

Au total, le spécialiste s'attend à la distribution de 3,6 millions d'unités au cours de l'exercice de 2012 et 6,2 millions en 2013, disant prévoir une part de marché des tablettes électroniques d'environ sept pour cent pour RIM en 2011.

L'analyste Mike Abramsky, de RBC Marchés des capitaux, a estimé de son côté que la PlayBook générerait des revenus additionnels de 3 milliards \$ pour la compagnie ontarienne au cours de l'exercice de 2012. La première génération de PlayBook dépendra de réseaux sans fil de courte portée pour se brancher à Internet, initialement sans contrats avec des fournisseurs de service. L'appareil pourra être connecté à un BlackBerry pour accéder aux courriels et doit offrir le même niveau de protection.

Les PlayBook se vendront entre 499 \$ et 699 \$. Il est possible de commander dans les magasins ou en ligne dès maintenant. Les BlackBerry PlayBook seront disponibles en trois modèles, avec des capacités de stockage de 16, 32 et 64 gigaoctets.

L'action de Research In Motion a clôturé mardi à 61,14 \$ à la Bourse de Toronto, en hausse de 19 cents par rapport à la veille.

La Presse Canadienne

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

23 mars 2011 | *Le Droit* | PIERRE DUFAULT

Le vérificateur général de la Ville d'Ottawa vérifié à son tour

FRANÇOIS PIERRE DUFAULT

Ce sera au tour du vérificateur général de la Ville d'Ottawa de montrer patte blanche. Après avoir passé presque toute l'administration municipale au peigne fin, depuis 2003, le bureau d'Alain Lalonde fera, à son tour, l'objet d'une vérification.

Le bureau du directeur municipal Kent Kirkpatrick compte retenir les services de la firme comptable PricewaterhouseCoopers pour éplucher les livres de son bureau de vérification. Une résolution à cet effet devra être entérinée lors d'une prochaine rencontre du conseil municipal. Par souci de transparence, dit M. Kirkpatrick, cette vérification bien particulière doit venir de l'externe. « Nous ferons affaire avec une firme crédible et totalement indépendante », précise-t-il.

Comme tout le monde

La Ville prévoit payer environ 60 000 \$ pour obtenir un rapport vérifié de son propre bureau de vérification, qui dispose d'un budget annuel de 1,4 million \$.

« C'est une bonne idée. Nous révisons tous nos programmes et tous nos services. Nous ne devons pas exclure le bureau du vérificateur général. Ça fait depuis 2003 qu'il est en poste et son budget dépasse le million de dollars chaque année. Ses affaires doivent être vérifiées comme le sont celles de tous les autres départements de la Ville », affirme le conseiller Steve Desroches, qui siège au sous-comité de la vérification.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

23 mars 2011 | Le Droit | PAULPAULGABOURY GABOURY pgaboury@pgaboury@ledroit.ledroit.com

Les syndicats dénoncent les « tours de passe-passe »

Les dirigeants syndicaux du secteur fédéral étaient particulièrement déçus du budget Flaherty, certains y voyant des « tours de passe-passe » qui n'annoncent rien de bon pour les services aux Canadiens et les fonctionnaires fédéraux.



LA PRESSE CANADIENNE

Le budget Flaherty a déçu les dirigeants syndicaux du secteur fédéral.

« En enlevant brique après brique, le gouvernement ne rénove pas nos institutions, il les attaque », croit le président de l'Association canadienne des employés professionnels (ACEP), Claude Poirier. « Ce gouvernement nous donne l'illusion qu'il n'a rien pris avec sa main, mais dans l'autre il a votre montre. Ce sont des tours de passe-passe. Tout a l'air positif, mais dans les faits, il réduit les dépenses de 11 milliards en faisant des économies sur le dos des travailleurs et en réduisant les services à la population. »

Dans le budget Flaherty, le gouvernement veut entreprendre un nouvel examen stratégique de tous les ministères fédéraux avec un objectif de couper un 5 % additionnel dès le budget 2012, ce qui devrait représenter des économies de 11 milliards \$ sur cinq ans. Ces montants s'ajoutent aux compressions qui ont été imposés successivement, et ce depuis 2007, à des dizaines de ministères fédéraux qui ont dû les absorber en réduisant les programmes et en modifiant leurs pratiques. Mais les syndicats devront attendre au prochain budget pour vraiment connaître l'impact de ces nouvelles compressions.

« Au cours des dernières rondes de cet examen des programmes, le gouvernement ne nous a pas consultés alors que nous aurions dû l'être. En plus d'être plus transparent, le gouvernement devrait

commencer à nous consulter », a fait valoir Jérôme Turcq, vice-président exécutif national pour le Québec de l'Alliance de la fonction publique du Canada (AFPC).

Sous-traitance

L'AFPC s'inquiète de la tangente prise par le gouvernement en faveur de la sous-traitance, et craint que ce budget n'accroisse encore davantage le problème.

« Il dit qu'il va recevoir de l'aide du privé (pour le prochain examen stratégique). Est-ce que cela veut dire qu'il inclut plus de travail en sous-traitance? Nous avons de bonnes raisons d'être inquiets » a mentionné M. Turcq. Il rappelle aussi que plusieurs groupes n'ont toujours pas accepté de perdre l'indemnité de départ, contrairement à l'impression laissée dans le budget voulant que cette question sera réglée dans le cadre des prochaines négociations avec les employés fédéraux. « Il y a des groupes qui ont accepté, mais d'autres ne l'ont pas accepté », a rappelé M. Turcq.

« Il n'y a absolument rien dans ce budget et le gouvernement n'a pas retenu les solutions que nous avons proposé pour aider les services publics », a fait valoir Debi Daviau, de l'Institut professionnel de la fonction publique du Canada (IPFPC). Le syndicat estime que le gouvernement a fait la sourde oreille aux propositions formulées par ses membres pour réduire la soustraction, par exemple, cette fonction publique fantôme pour laquelle il dépense quelques milliards \$ par année. « Cela démontre qu'il est davantage préoccupé par ses visées électoralistes que par les priorités des Canadiens », croit la vice-présidente de l'IPFPC.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

23 mars 2011 | *Le Droit* | HUGO DE GRANDPRÉ MALORIE BEAUCHEMIN | *La Presse*

Quand tombera le gouvernement ?

Demain ? Vendredi ? La question n'est plus de savoir si, mais bien quand le gouvernement Harper tombera.

Depuis une dizaine de jours, le scénario le plus probable cerne la journée de vendredi, étant donné les nombreux votes de confiance qui doivent s'y dérouler.

Mais le silence du gouvernement quant à l'horaire de la Chambre des communes pour les jours à venir, hier, a laissé la porte ouverte à tous les scénarios.

Dans les circonstances actuelles, le gouvernement pourrait tomber de trois manières : sur le budget lui-même, ou les amendements qui seront présentés par le Parti libéral ou le Bloc québécois ; sur une motion de défiance présentée par les libéraux lors de leur journée d'opposition, vraisemblablement vendredi ; ou sur les autorisations de dépenses du gouvernement pour les mois à venir, qui doivent faire l'objet d'un vote d'ici vendredi également.

La première journée de débats sur le budget déposé hier aura lieu aujourd'hui. Il faudra toutefois attendre la deuxième journée de débats pour avoir un premier vote de confiance, celui sur le sous-amendement présenté par le Bloc québécois.

Les conservateurs devraient annoncer cet avant-midi si cette deuxième journée aura lieu demain. Il se pourrait cependant que les libéraux et le NPD ne souhaitent pas défaire le gouvernement sur une motion du parti souverainiste. Or, l'horaire de la dernière journée de débats, où les votes sur l'amendement libéral et le budget lui-même doivent avoir lieu, était lui aussi inconnu au moment de mettre sous presse.

Hier, plusieurs à Ottawa s'attendaient à ce que le gouvernement établisse l'horaire de manière à être défait sur une question budgétaire, plutôt que sur une motion de défiance orchestrée par l'opposition. Une source au gouvernement l'a toutefois nié, faisant valoir que dans un cas comme dans l'autre, les partis de l'opposition se seront opposés au budget.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

MARIO BOULIANNE mboulianne@ledroit.com



A SURVEILLER: Vin et fromages de la Maison Mathieu-Froment-Savoie, le 7 avril, au club de golf Tecumseh. Pour information: 819-770-3900.

Le défi d'une vie

Cinquième journée sans tabac. Cinq jours de combat. Cinq jours de torture. Cinq jours de calvaire. Cinq jours de bonheur. C'est très difficile d'arrêter de fumer. Après 30 ans de dépendance, j'ai finalement décidé d'écraser. Je me fais ainsi un très beau cadeau, tout en faisant plaisir à mes enfants et mon entourage. Depuis que j'ai «dancé» la nouvelle sur facebook, les commen-

taires d'encouragement de mes amis sont nombreux. La majorité me félicite et m'exhorte de tenir le coup. D'autres, des fumeurs, espèrent suivre mon exemple. Mais je ne suis pas un superhéros, au contraire. Je n'ai pas décidé, un beau matin, d'arrêter de fumer. J'y pense depuis plus d'un an. Pendant des mois, je me suis motivé, je me suis préparé. Pendant des mois aussi, j'ai changé d'idée. Combien de fois j'en ai allumé une «dernière»? Combien de fois j'ai acheté

mon «dernier» paquet? Des dizaines de fois, j'ai abandonné avant même d'avoir commencé. Mais cette fois, j'espère que c'est la bonne. Vendredi soir, quand j'ai lancé mon paquet de cigarettes vide dans le bac de recyclage, j'étais décidé à faire face à ce défi. Un défi de taille, s'il en est un.

Des boîtes dévalisées

Dans un autre ordre d'idée, je n'ai pas été surpris quand j'ai lu

l'article de mon collègue Louis-Denis Ebacher, hier, concernant les boîtes de dons.

Louis-Denis nous apprend que des gens utilisent même leurs enfants pour vider ces boîtes de leur contenu.

«On vole les pauvres», disait certains animateurs de radio hier matin. Oui, on vole les pauvres.

En fait, j'ai bien l'impression que des pauvres se volent entre eux. Evidemment, je trouve cela

scandaleux. Le simple fait d'utiliser des enfants me renverse.

Dorénavant, je vais éviter de déposer des vêtements ou d'autres biens dans ces boîtes de dépôt. Comme me l'a suggéré Diane Tremblay, d'Entraide familiale de l'Outaouais, je vais me rendre directement au local des organismes communautaires pour y déposer mes sacs.

Ou, encore mieux, plusieurs de ces organismes offre un service de ramassage.

» EN BREF

SEMAINE DE L'EAU



ÉTIENNE RANGER, LeDroit

Quelques cents élèves de l'école Massé de Gatineau ont marché, hier, dans les rues du quartier Limbour pour célébrer la Semaine canadienne de l'eau et pour rappeler que des millions de personnes, dans le monde, n'ont pas accès à une eau potable de qualité, près de chez eux. Dans plusieurs pays, dont certaines régions de l'Inde, les femmes et les filles doivent marcher plusieurs kilomètres pour rapporter de l'eau potable à la maison. La marche était organisée par les responsables de SOPAR, (la Société de partage) un organisme d'aide humanitaire basé dans le secteur Limbour à Gatineau et oeuvrant en Inde. Depuis 34 ans, SOPAR a contribué à la construction de 4500 puits en Inde et à la création de petites entreprises soutenues par le micro-crédit.

LE PLATEAU D'ART DE MANON

Deux mois après l'ouverture de son bistro, Franco-Présence tiendra la première du talk-show *Le Plateau d'Art de Manon*, animé par **Manon Charlebois**, ce vendredi à 19h.

L'artiste rêvait d'animer un talk-show et c'est avec Franco-Présence qu'elle réalisera ce projet. Après de nombreuses tournées et deux albums, elle souhaitait de nouveaux défis. Elle a donc proposé son concept à **Body Ngoy**, directeur général de Franco-Présence.

Manon Charlebois nous présentera ses artistes coup de coeur sur son *Plateau d'Art*. Des entrevues avec des artistes de toutes disciplines, des prestations, des capsules humoristiques et des défis-artistes feront de ces soirées, des moments privilégiés pour chacun.

Pour la première, les artistes invités seront le pianiste, compositeur et producteur **François Dubé**, l'auteur-compositeur-interprète **Paul Demers** et l'interprète **Samantha Beaulne Neves**.

Pour plus d'information, il suffit de composer le 613-220-5286.

AVENTURE AFRICAINE

Un chercheur et deux étudiantes

de l'Université d'Ottawa participent à une expédition unique en Afrique.

Le 22 avril, le professeur **Norm O'Reilly**, ainsi que les étudiantes **Elise Desjardins** et **Francesca Trentadue**, tous de l'École des sciences de l'activité physique à la Faculté des sciences de la santé de l'Université d'Ottawa, feront parties d'une délégation de Finding Life co-dirigée par le fondateur **Elia Salkaly** et l'animatrice de l'émission *E-Talk*, **Sophie Grégoire Trudeau** qui guideront aussi six jeunes étudiants du secondaire de la région d'Ottawa.

Pendant 20 jours, ils bâtiront des salles de classe, travailleront avec des étudiants du Kenya et escaladeront le Mont Kenya, deuxième plus haut sommet d'Afrique. De la recherche à la pédagogie à la formation du caractère, l'éducation sera au coeur de leur expérience africaine.

De plus, une partie de soccer amicale aura lieu simultanément au Canada et au Kenya le 26 avril. Les jeunes des deux continents pourront se voir en même temps afin de vivre cette expérience au maximum.

En fait, tout au long de l'expédition, une équipe cinématographique documentera l'aventure et, par l'entremise de la technologie, incluant des ordinateurs

portables à haute altitude et un logiciel de conférence Web, ils partageront en temps réel leur expérience avec des milliers de jeunes canadiens et tous ceux qui les suivront pendant les 20 jours, soit dès l'arrivée de la délégation au Kenya jusqu'au moment où l'équipe atteindra le sommet du Mont Kenya.

Vous pouvez suivre cette aventure sur le site <http://vimeo.com/20941779>.

CABANE AU MUSÉE

Pour souligner le temps des sucres, le Musée canadien des civilisations organise un petit-déjeuner traditionnel de style cabane à sucre dans le décor de sa Grande Galerie.

Dimanche, venez déguster un repas des sucres incluant fèves au lard, oeufs brouillés et crêpes bien arrosés de sirop, sur des airs de musique folklorique.

Profitez-en ensuite pour faire une promenade en tréneau sur roues si la température le permet et vous régaler de tire à l'érablé. Le petit-déjeuner est servi à compter de 10h.

On peut composer le 819-776-7000 pour connaître tous les détails. Selon **Stéphanie Verner**, du service des communications du musée, les places sont limitées alors, réservez votre place le plus rapidement possible.

UN DON POUR LE GALA



La Caisse Desjardins de Gatineau appuie encore le Gala Méritas de Gatineau qui se tiendra le 27 avril à la Maison de la culture de Gatineau. Sur la photo, **Ayenan Doumatey**, directeur Soutien à la gestion à la Caisse, et **Gilbert Jolin**, président du comité organisateur.

LEDROIT, LE MERCREDI 23 MARS 2011

LES OLYMPIQUES À L'ÉCOLE!



Les joueurs des Olympiques de Gatineau ont continué leur tournée dans les écoles primaires de la région. La semaine dernière, quatre joueurs de l'équipe ont visité les élèves de l'école des Quatre-Vents, dans le secteur Masson-Angers. Pour l'occasion **Adam Janosik**, **Rory Craddock**, **Hubert Labrie**, **Nicolas Deslauriers** et **Maxime Clermont** n'ont pas hésité à jouer une partie de hockey dans le gymnase de l'école avec leurs jeunes partisans.

Article rank | 23 Mar 2011 | Ottawa Citizen | By meghan hurley

Man arrested after gun call in Orléans

Schools locked down, two 16-year-olds arrested

Ottawa police arrested two youths after they received reports of a man armed with a gun running down an Orléans street.



Jean Levac, The OTTawa ciTizen

ottawa police arrest a man in orléans on tuesday afternoon after responding a report of man with a gun near a tD Bank.

The man was apparently seen with a gun near a TD Bank and other businesses in the 2000 block of St. Joseph Boulevard at about 12:30 p.m. Tuesday. The man took off, but canine officers found him hiding in a shed a short time later.

A witness said police closed off a path between Lumberman Way and Bonaventure Terrace. The witness said police negotiated with the suspect and arrested him. Police said Tuesday they had not found a gun.

Three schools in the area were locked down as police searched for the suspect. A 16-year-old boy and 16-year-old girl were arrested. No charges had been laid by Tuesday evening, and the police guns-andgangs unit was investigating.

Anyone with information is can contact the police guns-and-gangs sections at 613-236-1222 ext. 5050 or Crime Stoppers at 613-233-8477 (TIPS) or toll free at 1-800-222-8477.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.